

Montreux

L'intégration des réfugiés par la proximité

L'Est vaudois héberge désormais un centre d'aide aux réfugiés. Mohammad Alaa et Yakup savent combien cela peut sauver des vies.

Karim Di Matteo

Mohammad Alaa et Yakup ont comme point commun d'avoir fui la guerre et la répression, et d'avoir abandonné une qualité de vie enviable pour se retrouver à devoir partir de zéro. Ils en ont un autre depuis qu'ils ont atterri en Suisse: avoir pu reprendre pied et aspirer à un futur plus serein grâce au Centre social d'intégration des réfugiés (CSIR), qui leur a délivré une aide précieuse et un revenu d'insertion. Tous deux le répètent à l'envi: ils n'ont pas de mots suffisamment forts pour exprimer leur gratitude. «Si je me suis engagé chez les pompiers, c'est aussi pour dire merci, pour m'impliquer pour ce pays, explique Yakup. En Turquie, je n'étais qu'un Kurde, ici, je suis un être humain.»

Depuis quelques semaines, Yakup n'a plus besoin de se rendre jusqu'aux bureaux centralisés de



La conseillère d'État vaudoise Rebecca Ruiz écoute les témoignages de Mohammad Alaa et de Yakup (à dr.) lors de la présentation du nouveau centre de Montreux, jeudi. KEYSTONE

Lausanne. L'habitant du Chablais rencontre sa référente dans les nouveaux locaux que le Canton a ouverts ces dernières semaines à l'avenue Claude Nobs 14 à Montreux «pour les régions Riviera et Chablais, ainsi que pour les communes de Chexbres, Puidoux, Rivaz et Saint-Saphorin», a expliqué jeudi la conseillère d'État Rebecca Ruiz, en charge de la Santé et du Social. Parce que rien ne vaut la proximité en termes d'intégration,

de formation et de relations avec le tissu socioprofessionnel local.

Meilleur apprenti romand

Mohammad Alaa, habitant de Prilly, a même été déraciné deux fois par des conflits. De son pays d'origine d'abord, la Syrie, puis, en 2016, de Libye, où il avait trouvé refuge avec ses parents et ses trois frères: «J'avais deux cabinets dentaires et un gros niveau de vie, explique-t-il dans un fran-

net et j'engagerai mon petit frère. Et sans le CSIR, tout ça n'aurait pas été possible, sans compter son aide pour m'aider à trouver un logement.»

«Devoir compter sur l'aide sociale a été le plus dur, explique pour sa part Yakup, 35 ans, ancien soldat de l'armée l'air turque, ça m'a brisé le cœur.» Depuis son arrivée en Suisse en 2018, le CSIR lui a permis de suivre des cours de français intensifs - qui ont visiblement porté leurs fruits - et de reprendre des études universitaires en criminologie et psychologie: «Quand j'ai franchi cette rivière entre la Turquie et la Grèce, je me suis retrouvé démuné, nu. Et maintenant, je peux caresser mon rêve de devenir prof d'université.»

Et après l'Est vaudois?

Le choix de l'Est vaudois ne doit rien au hasard: la région concentre un tiers des personnes suivies (813 réfugiés et 309 dossiers). Une première étape avant d'autres lieux décentralisés? «Rien n'est planifié pour l'heure, mais il s'agit clairement d'un laboratoire d'expérimentation, selon Rebecca Ruiz. Nous attendons d'avoir une année pleine de recul, surtout dans le contexte actuel, pour envisager d'autres lieux.»

A noter que des contacts ont été pris avec le Canton du Valais pour envisager que le CSIR de Montreux traite les demandes du Chablais valaisan.

Le CSIR en quelques chiffres

Un Centre social d'intégration des réfugiés (CSIR) s'occupe de l'intégration socioprofessionnelle des réfugiés du canton, leur apporte un soutien social (notamment administratif) et octroie un revenu d'insertion aux personnes reconnues comme réfugiées (permis B et F), de retour en Suisse après dix ans d'absence ou rapatriées. Les 21 employés du Centre social d'intégration des réfugiés de Montreux (plus les 65 à Lausanne) ont traité plus de 300 dossiers depuis l'ouverture du site en octobre dernier: 135 personnes seules, 8 couples et 166 familles de la région. En 2020, 287 personnes sur les 1500 qui participent à ces programmes de formation sont des réfugiés. Le CSIR propose en outre des mesures d'insertion sur le marché du travail et des stages, des formations courtes. De plus en plus de bénéficiaires touchent une bourse d'études plutôt qu'un revenu d'insertion. **K.D.M.**